LES ÉTUDIANTS MAINTIENNENT LA PRESSION

Trois rassemblements à Alger

La colère des étudiants n'est pas près de baisser puisqu'ils maintiennent rassemblements et protestation dans différents endroits. Ils reprochent au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de ne pas régler le problème des passerelles de correspondance entre l'ancien et le nouveau système universitaire. Une situation qui perdure depuis fin 2010.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) -Hier mercredi, les étudiants des trois départements de la Faculté centrale (littérature arabe, pharmacie et traduction) ont tenté de se rassembler devant la Grande-Poste.

Les nombreux policiers, postés à l'extérieur de l'établissement, les ont empêchés de sortir, en les enfermant à l'intérieur de l'université. «Nous avons tenu une assemblée générale ce matin et avons pris la décision de nous rassembler à la Grande-Poste mais les flics ont refusé», a indiqué Abderezak Adjaj, l'un des représentants des étudiants.

Refusant de se laisser faire, les manifestants ont scandé des slogans hostiles au ministère de l'Enseignement supérieur. D'interminables pourparlers se sont poursuivis avec les responsables de la sécurité pour tenter de contrôler la situation. «Je n'ai pas besoin d'autorisation pour marcher dans mon pays ! Et la marche d'hier était-elle aussi autorisée ?», criait Abderezak Adjaj aux policiers qui lui demandaient de calmer la foule.

Le portail de la Faculté centrale a été fermé, les étudiants n'avaient pas le droit ni de sortir ni d'y accéder. Quelques étudiants ont toutefois réussi à investir la rue et se constituer en petits groupes et à perturber la situation.

Les pourparlers reprennent et les étudiants acceptent finalement de rentrer à l'université et de se rassembler à l'intérieur.

«Nos revendications ne sont pas politiques. Nous n'avons rien à voir avec la Coordination autonome», s'emporte Abderezak Adjaj, pour qui cette protestation est organisée pour dénoncer le silence de la tutelle. «Le ministère s'est moqué de nous. Nous n'avons rien vu de concret et l'attente devient trop longue.»

La marche spontanée des étudiants de pharmacie

Comme prévu, les étudiants de pharmacie du département d'Alger, habillés de leurs blouses blanches, ont tenu leur rassemblement à El-Mouradia, devant le siège de la présidence. Une fois sur place, ils ont été chassés par les policiers. Le sit-in s'est alors transformé en marche spontanée. Les manifestants, qui souhaitaient rejoindre leurs camarades de la Faculté centrale et se rendre au Palais du gouvernement, ont été bloqués par les brigades anti-émeutes à la rue Didouche-Mourad. «Il n'y a rien de concret ! C'est le sixième sit-in que nous observons, nous en avons tenu devant le ministère de tutelle, le Palais du gouvernement et devant la présidence», explique Rachid, l'un des délégués. C'est alors que les policiers négocient le départ des manifestants avec les délégués. Ces derniers tentent de calmer leurs camarades qui refusent de quitter les lieux. Après négociations, les universitaires acceptent de partir. La Coordination nationale des étudiants en pharmacie, qui regroupe dix départements, tiendra aujourd'hui une assemblée générale pour débattre la situation et décider des prochaines actions à mener.

Les grandes écoles aussi

Les étudiants des grandes écoles ont bloqué hier l'accès au ministère de l'Enseignement supérieur et même à l'autoroute. Des étudiants racontent que pour les décourager, des voyous les sont attaqués avec des armes blanches. «Ce sont les commis du pouvoir, un groupe de cinq voyous s'en est pris à nous avec des couteaux. De nombreux étudiants ont pris peur et sont partis», raconte Omar.

Les étudiants ont ensuite repris leur rassemblement devant le ministère de tutelle pour quitter les lieux à partir de 14h. L'Union des grandes écoles tiendra aujourd'hui une réunion pour décider des suites à donner au mouvement.

I. B.

UNIVERSITÉ M'HAMED-BOUGARA DE BOUMERDÈS

Marche et sit-in pour dénoncer la répression

Les étudiants de l'université M'Hamed-Bougara de Boumerdès ont été choqués par la répression féroce qui s'était abattue sur les marcheurs, ce mardi.

Les étudiants de Boumerdès, du moins ceux nombreux partis de l'ex-Rocher noir pour participer à cette marche réprimée, sont encore descendus dans la rue pour crier leur indignation. Ils n'ont pas manqué en outre de fustiger les autorités supérieures de l'Etat et de réitérer leurs revendications.

Une vingtaine de blessés dont 4 filles ont été enregistrés pour la seule université de Boumerdès. Certains, comme nous l'avons constaté, ont été sérieusement touchés mais sans une grande gravité. C'est le bilan que nous ont communiqué les étudiants de la Faculté des sciences de l'ingénieur, FSI (ex-INGM) qui ont improvisé hier un sit-in «de protestation». Aucune arrestation n'a été signalée. C'est à la FSI que la protestation a démarré hier en début de matinée.

Un groupe d'étudiants a improvisé un sit-in devant l'entrée de leur faculté. Sur place, nous avons recueilli le témoignage de Salah, 25 ans, étudiant en 3e année en génie mécanique qui a été blessé pas loin du palais d'El -Mouradia. Il a reçu un coup de matraque au front. Sa blessure est nettement visible : «J'ai participé à la marche d'hier pour la sauvegarde de l'université algérienne et le caractère public de cette institution. Nous voulions tout simplement que les autorités nous écoutent.

Les policiers nous ont barré la route. Ils ont réussi à séparer la foule des marcheurs en trois parties. J'étais dans le groupe qui est arrivé à proximité du palais de la présidence. Les policiers ont chargé et là j'ai reçu un coup de gourdin à la tête», dira-t-il en précisant qu'il a été évacué vers l'hôpital par les agents de la Protection civile.

Pendant que nous enregistrions ce témoignage, une marche improvisée a pris le départ à partir de la FS (ex-INIL). A l'entame de cette manifestation de rue, des centaines d'étudiants sont sortis de leur faculté, escortés par une vingtaine d'éléments antiémeutes.

«Choisissez la dignité ou l'humiliation», était le mot d'ordre inscrit sur une banderole portée par des jeunes filles. «Hagrouna ! Les policiers m'ont frappé et ont déchiré ma carte d'étudiante. Dites-le aux Algériens !», nous dira à haute voix Amira qui fait partie de la liste des blessés d'Alger.

A côté d'Amira, Nabil, lui, a été blessé au bras. Les marcheurs ont passé en revue tous les slogans pour dénoncer ce qu'ils ont enduré dans les rues d'Alger. De nouveaux rythmes ont été entendus «Dégage Harraoubia, wizara irhabia.» «Nous sommes des étudiants, pas des voyous». Des impérissables comme «Y en a marre de ce pouvoir». «Pouvoir assassin», «Ulach smah ulach» ont été aussi scandés par la foule rejointe par d'autres manifestants. Et pour clamer l'unité de la communauté estudiantine, les marcheurs ont également chanté «Khaoua khaoua zkara fel wizara !» (Fraternité contre la répression.).

Arrivés devant la direction du rectorat, les marcheurs dépassant largement le millier de personnes se sont installés pour un sit-in permanent. A noter que le comité des délégués des étudiants de l'université M'Hamed-Bougara a rendu public un communiqué dans lequel il dénonce la répression déclenchée contre leurs camarades d'Oran et les marcheurs d'Alger «au moment où le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique déclare à la télévision que les cours ont repris et que la crise est totalement résolue.» «Nous appelons toute la communauté universitaire notamment les enseignants à réagir face à ces dépassements», conclut ce communiqué.

Abachi L.

SES INITIATEURS APPELLENT À TRANSCENDER LES CONFLITS IDÉOLOGIQUES

Le parti Jil Jadid entre en scène

Jil Jadid fait son entrée sur la scène politique. Initié par un groupe de citoyens et d'ex-militants de formations politiques, ce parti appelle à dépasser tous conflits idéologiques.

Les initiateurs de Jil Jadid, ou Nouvelle génération, ont tenu, hier, à Zéralda, une première activité publique à l'occasion de la présentation de la déclaration officielle de leur parti. «C'est pleins d'espoirs mais conscients des immenses difficultés à affronter que des citoyens parmi vous, de toutes conditions, de tous âges et de toutes contrées, ont décidé de mettre en commun leur énergie, leur générosité et leur compétence, en créant un parti politique, Jil Jadid, pour servir leur société, pour l'aider à transcender ses contradictions et pour enfin lancer l'Algérie dans le véritable développement humain, matériel et moral qu'elle mérite», précise le texte constitutif. Jil Jadid, qui milite pour l'émergence d'une nouvelle élite politique, se tient en dehors de tout conflit idéologique : «Bien que lentement, l'Algérie sort de ses divisions idéologiques mortifères et subjectives pour enfin stabiliser les sources de sa sève vitale, son identité historique, ses référents culturels et civilisationnels et entrer dans le monde objectif des défis du présent, celui de l'économie, du social, de la citoyenneté ; en un mot, dans le monde du politique.»

Sofiane Djilali, le coordinateur de la Commission de constitution, est revenu sur les conditions de création de ce nouveau parti. «Les initiateurs de Jil Jadid viennent de différents horizons, certains ont milité dans d'autres formations politiques. Une rencontre constitutive s'est déroulée le 11 mars 2010 en présence d'une cinquantaine de membres représentant 30 wilayas», a expliqué l'ancien responsable du Parti du renouveau algérien (PRA). Selon lui, le dossier d'agrément devrait être déposé dans deux semaines au niveau des services du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Crise politique

Sofiane Djilali estime qu'il existe actuellement une réelle crise politique en Algérie. «Contrairement à ce qui se dit, le pays traverse une réelle crise politique. Mais celle-ci ne se situe pas au niveau des institutions car, en définitive, elles ne sont que le démembrement d'une même structure politique. Le problème est double : il se situe au niveau des personnes qui dirigent ce pays et dans les relations qu'elles entretiennent avec le peuple. Il y a un manque de confiance flagrant entre gouvernants et gouvernés.»

Photo : DR.

Sofiane Djillali *(au centre)*.

Pour le représentant de Jil Jadid, l'Algérie ne peut rester en dehors des grands bouleversements internationaux. «Le monde change. Nous devons en prendre conscience et réagir, auquel cas les conséquences seront fâcheuses. L'Algérie est certainement le pays le plus apte à mener une réelle révolution. Nous avons déjà passé un premier examen en 1988. Mais cette révolution ne doit pas se faire dans la violence. Les choses de l'Etat ne doivent pas se régler dans la rue. L'Algérie dispose d'une élite, nous devons faire en sorte qu'elle puisse s'impliquer», dira-t-il. Sofiane Djilali estime que l'installation d'une assemblée constituante est une solution inadéquate. «Il serait inutile de dissoudre une Assemblée en fin de mandat pour élire une assemblée constituante en usant de la technique des quotas. Nous pensons qu'il serait plus judicieux d'appliquer la Constitution, les lois existantes et d'ouvrir le champ médiatique.» Le coordinateur de Jil Jadid a tenu à dénoncer la politique économique imposée par le gouvernement. «L'Algérie est sur le point de subir une grave crise inflationniste à cause des mesures prises pour atténuer la tension sociale. Cette inflation risque d'être démultipliée par une inflation au niveau mondial. Mais le pire risque d'intervenir dans les prochaines années, lorsque l'Algérie ne produira plus d'hydrocarbures. Actuellement, les gouvernants sont incapables de comprendre les enjeux. Ils sont incapables de relever ces défis», soulignera Sofiane Djilali.

T. H.